

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 31 janvier 2024

Discours de M. Gabriel ATTAL, Premier ministre

Déclaration de politique générale

Sénat

Mercredi 31 janvier 2024

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

« Lorsque le Sénat est faible, la République est faible. Lorsque le Sénat est fort, la République est forte. Et lorsqu'il n'y a pas de Sénat, il n'y a plus de République. »
Ces mots sont ceux du recteur Prélot, homme de droit, de convictions et sénateur aux premières années de notre Ve République.

Ces mots, surtout, aujourd'hui, je les fais miens.
Le Sénat est la chambre de la réflexion et du long-terme.
C'est la chambre du débat d'idées et de la construction de compromis.
C'est la chambre du respect de nos Institutions comme des convictions.
C'est la voix des territoires, des élus, des préoccupations du quotidien.

Je n' imagine pas la République sans le bicamérisme.
Et plus encore dans une période de crise, dans une période où les événements se multiplient et les défis s'additionnent, nous avons besoin du Sénat.
Besoin de sa capacité à incarner à la fois la hauteur de vue et la proximité avec les Français.

M'adresser à vous, c'est m'adresser à tous nos territoires, de l'Hexagone et des Outre-mer, dans leur unité et dans leurs singularités.

M'adresser à vous, c'est aussi affirmer la volonté du Gouvernement de travailler et de construire en commun.

Au sein de mon équipe, pourtant la plus resserrée de la Ve République, je compte des Sénateurs, anciens ou élus de cette Chambre.

Je compte des maires, qui savent l'engagement, la passion mais aussi les contraintes qu'exigent ce mandat.

Je compte des élus locaux, j'en suis moi-même un depuis 10 ans, qui aiment leurs territoires comme ils aiment notre pays, et veulent s'engager pour lui.

Ensemble, à la tête de cette équipe, je viens devant vous prêt à m'engager.

M'engager à travailler avec le Sénat, sur tous les textes et dans toutes les circonstances. J'y ai tenu comme ministre des Comptes publics, comme ministre de l'Éducation nationale. J'y tiens aujourd'hui comme Premier ministre, et nous le ferons avec l'ensemble de mon Gouvernement.

Je m'engage à avancer à l'écoute de nos élus et de nos territoires.

Derrière le cap fixé par le Président de la République, c'est à leur contact que j'ai construit les constats et les solutions de ma déclaration de politique générale.

C'est avec eux, que je veux gouverner, décider.

Je serai un Premier ministre de terrain, à la tête d'un Gouvernement de terrain.

Je m'engage, enfin, à agir toujours pour le bon sens et la simplification.

Que nous disent les élus ? Que nous disent nos concitoyens ? Que nous disent les agriculteurs ces derniers jours ? Qu'ils croulent sous les règles et sous les normes, qui les brident, les briment, et empêchent notre pays d'avancer.

Alors ma méthode sera simple : dialoguer, écouter et décider.

Décider de mesures claires et compréhensibles.

Décider pour que les choses changent vraiment, toujours, pour les Français.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Le cri de colère exprimé par nos agriculteurs ces derniers jours est le reflet des doutes, des exaspérations, des colères mais aussi des espoirs et des opportunités pour notre pays.

La France est une grande patrie agricole.

L'agriculture fait partie de l'âme de notre pays. Elle fait partie de nos racines et notre héritage.

Chaque territoire a son emblème, qui fait écho aux cultures et aux élevages.

Et si les mots pays et paysan se ressemblent tant, c'est parce que l'un ne va pas sans l'autre.

Je n'imaginerai pas la France sans son agriculture et la France ne serait pas la France sans ses agriculteurs.

Pourtant, nos agriculteurs souffrent. Ils incarnent tous les défis d'une France qui doute.

Ils sont le visage du travail et du dévouement. Ils ne connaissent ni vacances ni véritable repos. Et pourtant, leur rémunération n'est pas à la hauteur de leur engagement, à la hauteur de ce qu'ils apportent à notre pays.

Alors oui, tous les Français des classes moyennes se reconnaissent en eux. Tous ces Français qui ne peuvent compter que sur leur travail, mais doivent compter chaque euro à la fin du mois.

Nos agriculteurs sont les premières victimes du dérèglement climatique. Ils subissent le gel, la sécheresse, les inondations.

Alors oui, toute notre société se retrouve dans leurs inquiétudes.

Nos agriculteurs croulent sous les normes. Chacune de leurs initiatives est un parcours du combattant. Chacune de leurs actions est réglementée et sur-réglémentée.

Alors oui, chacun de nos concitoyens partage leur volonté de respirer, de se débarrasser des procédures inutiles, de voir leurs initiatives libérées de la bureaucratie.

Nos agriculteurs s'interrogent sur le fonctionnement de l'Union européenne. Ils savent ce que la PAC leur apporte ; mais n'acceptent pas, pas plus que nous, certaines de ses lourdeurs.

Alors oui, nos compatriotes s'identifient à cette interrogation. Nos compatriotes qui savent très bien que nous sommes plus forts grâce à l'Europe mais exigent une l'Union européenne plus proche, plus efficace, plus protectrice.

Je le dis sans détour, nous devons aussi prendre notre part. J'en prends l'engagement, nous ne sur-transposerons pas les normes européennes.

Nous devons être aux côtés de nos agriculteurs et nous ne pouvons pas nous-mêmes leur mettre des boulets aux pieds dans une compétition mondiale.

Car nos agriculteurs aspirent à la souveraineté. Ils s'indignent de la concurrence déloyale de ceux qui ne respectent pas les mêmes standards de qualité que nous. Ils aspirent à construire notre indépendance agricole et alimentaire. Ils ont raison.

Alors, cet appel, avec le Président de la République, avec mon Gouvernement, nous l'entendons. Nous y répondons. Et je sais qu'il rejoint celui de 68 millions de Français, qui veulent une France plus forte, plus indépendante, plus souveraine.

Enfin, ce cri de colère de nos agriculteurs est aussi un appel à la reconnaissance, face à ceux qui les traitent de pollueurs ou de bourreaux, en font des boucs émissaires faciles et leur prêtent tous les maux.

Là encore, nos compatriotes se retrouvent dans cette volonté de reconnaissance. Ils refusent de se résigner au déclin que promettent les fatalistes et les oiseaux de mauvaise augure. Ils veulent agir, défendre notre identité et défendre la France.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Sous l'égide du Président de la République, avec mon Gouvernement, avec vous, je veux restaurer cette fierté française !

Je veux répondre aux inquiétudes de nos compatriotes, une à une, sans exception.

Je veux que le travail paye plus et paye mieux, notamment pour nos concitoyens des classes moyennes.

Je veux débureaucratiser notre pays.

Je veux simplifier la vie, déverrouiller les initiatives, améliorer les quotidiens.

Je veux porter notre souveraineté nationale et européenne. Construire une France plus juste et plus libre dans une Europe plus forte.

Je veux que chaque Française et chaque Français soit fier de son pays. Que chacun sache qu'il a pleinement le contrôle de sa vie. Et que la France ait pleinement son destin en main.

Cette ambition, c'est celle portée par le Président de la République et les gouvernements d'Edouard PHILIPPE, Jean CASTEX et Elisabeth BORNE depuis 2017.

C'est celle que portera mon Gouvernement, avec pour seule cap de donner des résultats pour les Français.

Comme le veut la coutume républicaine, vous avez entendu hier la lecture de ma déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale.

Je souhaite, devant vous, revenir sur les grands combats qui animeront mon Gouvernement et j'ai tenu à vous réserver la primeur de mes orientations sur nos territoires et nos élus.

*

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

A l'écoute des Français, des forces politiques, des partenaires sociaux, des élus locaux et de nos concitoyens, j'ai écouté et bâti des réponses.

Parler aux Français, c'est d'abord entendre une exaspération, celle de ces Français des classes moyennes, trop aisés pour bénéficier des aides, pas assez pour être à l'aise, et qui ne peuvent compter que sur leur travail.

Ces Français qui demandent que le travail paie plus et toujours mieux que l'inactivité.

Parler aux Français, c'est entendre un doute sur nos services publics, sur le respect de l'autorité dans notre société.

La crainte du recul et de l'éloignement, pour la santé, l'éducation, la sécurité, pour toutes les procédures du quotidien.

La crainte du déclin, de services publics qui ne seraient plus à la hauteur, alors même que l'on travaille dur et que l'on paye ses impôts pour les financer.

La crainte d'une France à deux vitesses, où les classes moyennes et la France modeste n'auraient plus accès à des services de qualité. Une France, où trop de nos concitoyens ont le sentiment de ne pas en avoir pour leurs impôts.

Parler aux Français, enfin, c'est parler de transition écologique.

Qu'il s'agisse de jeunes, qui s'engagent pour défendre la planète.

Des habitants du Pas-de-Calais, victimes d'inondations pour la deuxième fois en quelques mois.

Ou des agriculteurs, que j'ai rencontrés dans le Rhône ou en Haute-Garonne,

Tous ont voulu m'interpeller sur le dérèglement climatique.

Et tous veulent agir.

Nous partons d'un bilan solide.

Depuis 2017, sous l'égide du Président de la République, nous avons mené des réformes fortes, qui avaient trop attendu pour libérer le marché du travail.

Nous en avons menées plusieurs ensemble, encore ces derniers mois. Je pense notamment à la réforme de l'assurance chômage ou la réforme des retraites.

Aujourd'hui, les résultats arrivent : le chômage est à son niveau le plus bas depuis 25 ans, 2 millions d'emplois ont été créés et notre industrie revient.

Depuis 2017, nous avons entamé le redressement de nos services publics.

Nous avons investi des montants historiques pour notre hôpital.

Nous avons engagé des réformes fortes pour notre éducation, et revalorisé les professeurs.

Nous avons renforcé notre Etat régalien, avec des investissements sans précédent pour notre sécurité, notre Justice et nos Armées.

Nous avons agi, aussi, pour les services publics de proximité, pour veiller à ce que chacun y ait accès et maillé le territoire d'espaces France Services. Ils sont la porte ouverte aux démarches de nos concitoyens, pour tous, où que ce soit.

Enfin, depuis 2017, nous avons été la majorité la plus écologiste de l'Histoire de la Ve République.

Le rythme de baisse de nos émissions de gaz à effet de serre a été multiplié par 5 depuis le début du premier quinquennat et nous avons bâti, ces derniers mois, une planification écologique inédite, secteur par secteur. Cette planification se construira avec les territoires. Elle s'adaptera aux défis et aux besoins de chacun d'eux.

*

Mais, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Sénateurs, je le sais, il reste beaucoup à faire.

Le premier combat de mon Gouvernement, c'est le travail.

Agir pour le travail, c'est d'abord agir pour veiller à ce que ceux qui se lèvent tôt, qui travaillent, gagnent toujours plus que ceux qui ne travaillent pas.

Agir pour le travail, c'est veiller à ce que l'on gagne mieux sa vie et offrir des perspectives d'évolution à chacun.

Agir pour le travail, c'est résoudre ce paradoxe qui veut qu'avec un chômage autour de 7%, il reste des centaines de milliers d'emplois non-pourvus sur le territoire.

Aussi, nous agissons autour de trois piliers : désmicardiser, déverrouiller, débureaucratiser.

Désmicardiser, d'abord.

Un travail a été entamé pour qu'il n'y ait plus de minimum de branche en-dessous du SMIC. Nous avons obtenu des avancées en 2023 et le nombre de branches concernées avait baissé de moitié.

Cependant, avec l'augmentation du SMIC au 1^{er} janvier, une majorité de branches a désormais des minima en-dessous du SMIC. Je veux que cela change et je souhaite des résultats et une mobilisation rapides, en lien avec les partenaires sociaux.

Ensuite, décennies après décennies, malgré les bonnes intentions, nous avons construit un système qui n'incite pas assez l'employeur à augmenter le salarié au SMIC, ni ne permet au salarié de tirer réellement bénéfice d'une augmentation.

Résultat : le SMIC devient le salaire par défaut. Nous ne pouvons pas nous résoudre à la smicardisation de la France. C'est un poison. Un poison pour la mobilité sociale, pour le déroulement des carrières, pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi.

Aussi, dès le prochain budget, nous prendrons les mesures nécessaires pour en finir avec ce système.

Je veux également continuer à donner des marges de manœuvres à la classe moyenne. Je sais le sentiment de déclassement qui l'habite, en particulier depuis le retour de l'inflation.

Je veux dire à ces femmes et à ces hommes que leur désarroi est légitime, et qu'il est de ma responsabilité d'y répondre, en baissant les charges qui pèsent sur leur quotidien. Aussi, nous tiendrons l'engagement du Président de la République de baisser leurs impôts de 2 milliards d'euros.

Pour les indépendants, nous poursuivrons la réforme de l'assiette sociale, pour permettre à des millions d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs et de professions libérales de payer moins pour gagner plus de droits, notamment à la retraite.

Enfin, pour les fonctionnaires, je veux revaloriser leurs carrières et permettre une rémunération attractive et qui favorise l'engagement. Un projet de loi vous sera présenté en ce sens dès ce second semestre.

Notre deuxième objectif, c'est de déverrouiller le travail, en incitant à l'activité, en accompagnant vers le marché du travail ceux qui en sont exclus.

C'est le sens de l'expérimentation du RSA accompagné de 15 heures d'activité pour l'insertion. 18 départements étaient concernés. Ils seront 47 le mois prochain. Et nous généraliserons ce dispositif à l'ensemble du territoire, dès le 1^{er} janvier 2025.

C'est le sens de notre volonté d'aller plus loin dans la réforme de l'assurance chômage. Nous devons faire preuve d'audace et d'ambition, inciter toujours plus à la reprise du travail.

C'est le sens de notre volonté de supprimer toutes les trappes à inactivités. Je pense notamment à l'allocation de solidarité spécifique, qui prolonge les aides après la fin de l'assurance chômage. Nous la supprimerons progressivement.

Mais déverrouiller le travail, c'est aussi faire en sorte que chacun touche tout ce à quoi il a droit. Lors du précédent quinquennat, nous avons réussi le prélèvement à la source. Alors, nous réussirons la solidarité à la source.

Déverrouiller le travail, c'est l'adapter aux évolutions des attentes et des aspirations de nos concitoyens.

L'équilibre vie personnelle – vie professionnelle, la question des horaires, des méthodes de management ou du télétravail sont autant de défis auxquels nous devons répondre.

Nous travaillerons donc à ouvrir de nouveaux droits aux Français, en adaptant mieux le travail à leurs aspirations.

C'est notamment le sens du Compte épargne – temps universel, qui permet à chacun d'organiser sa vie de travail comme il l'entend. Par exemple, en travaillant plus quand

on est jeune et qu'on n'a pas de famille, et moins quand on devient parent ou que l'on veut s'occuper des siens.

Déverrouiller le travail, c'est libérer notre économie.

Au printemps, nous examinerons un projet de loi en ce sens. Je souhaite notamment qu'il permette de déverrouiller certaines professions comme les syndicats de copropriété ou la vente en ligne de médicaments par les pharmacies.

Enfin, déverrouiller le travail, c'est permettre à chacun d'accéder à un logement. Car sans logement abordable, il est impossible d'accéder à un emploi. Mais bien plus largement, le logement, c'est une des matrices de notre société. C'est la voie ouverte à une vie digne.

Nous allons créer un choc d'offres :

Grâce à la simplification des normes, notamment en revoyant les DPE, en simplifiant la densification ou en levant certaines contraintes de zonage.

Grâce à la désignation, d'ici quelques semaines, de 20 territoires engagés pour le logement, où les procédures sont accélérées. Nous y créerons 30 000 nouveaux logements d'ici 3 ans.

Nous créerons ce choc d'offre en réquisitionnant des bâtiments vides.

Nous le créerons, en soutenant le logement social, notamment grâce à un nouveau prêt de long-terme pour acheter du foncier : 2 milliards d'euros distribués par la Banque des Territoires.

Évidemment, ce que je propose ici n'est qu'un début !

Pour continuer à bâtir, à construire, continuer à permettre à tous ceux qui le souhaitent de devenir propriétaires, nous irons plus loin. Plus loin pour soutenir la construction, plus loin pour soutenir les Français qui veulent devenir ou rester propriétaires, plus loin pour faire du logement des Français un facteur de bien-être pour tous et pour chacun.

Alors, nous allons faire évoluer la loi SRU en répondant ainsi à des attentes anciennes et récurrentes des élus locaux.

D'une part, les maires auront enfin la main pour la première attribution des logements sociaux dans leurs communes.

D'autre part, les logements intermédiaires, accessibles à la classe moyenne seront désormais inclus dans le calcul de la part de logement social, dans le cadre de la loi SRU.

Je veux le dire aussi clairement à ceux qui s'inquiètent : dans les communes soumises à loi, nous maintiendrons évidemment une exigence d'un nombre minimal de logements très sociaux.

Enfin, à la veille des 70 ans de l'appel de l'Abbé Pierre, je veux rappeler ici l'engagement de mon Gouvernement à lutter contre le mal logement. Un logement

digne, c'est le fondement d'une vie digne. Nous y travaillerons. Une proposition de loi pour lutter contre les copropriétés dégradées a été adoptée à la quasi-unanimité à l'Assemblée nationale. Je suis sûr que nous pourrions travailler ensemble au Sénat pour faire avancer ce combat.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs, notre troisième priorité, c'est de débureaucratiser la société.

Les agriculteurs, les élus locaux, les entrepreneurs, les indépendants et les artisans, comme tous ceux qui créent de l'emploi sur notre sol, comme tous ceux qui agissent nous le disent : il y a trop de règles, trop de normes, trop de procédures qui les briment et parfois brisent leurs initiatives.

Alors, face à la bureaucratisation, j'ai une réponse : la simplification.

A l'automne, nous engagerons une nouvelle étape de la réforme du droit du travail, pour simplifier la vie de nos entrepreneurs, le quotidien de nos TPE et PME.

Nous allons également simplifier nos procédures pour amplifier encore la réindustrialisation. Nous avons beaucoup avancé avec la loi industrie verte. Mais il faut aller plus loin, car il n'est pas normal, par exemple, que l'implantation d'un projet industriel prenne deux fois plus de temps en France qu'en Allemagne.

La débureaucratisation doit toucher tous les secteurs. Aujourd'hui, chaque Français, dans ses démarches, dans son activité, peut mesurer combien notre pays est bridé, à quel point nous pourrions faire mieux, plus vite.

Tous les sujets sont sur la table pour simplifier, accélérer et faciliter la vie des Français.

*

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Nous allons déverrouiller, désmicardiser, débureaucratiser, dans un seul objectif : réarmer notre pays. Assurer sa souveraineté. Permettre à chacun d'avoir son destin en main.

Pour cela, et je sais combien vous y êtes attentifs, nous devons faire preuve d'une responsabilité budgétaire irréprochable.

La dette publique est une épée de Damoclès au-dessus de notre modèle social, au-dessus de la capacité à agir des jeunes générations.

C'est une menace majeure pour nos classes moyennes, qui seraient les premières victimes d'une cure massive d'austérité.

Aussi, grâce à l'activité et au travail, grâce à la maîtrise des dépenses, grâce à des réformes structurelles, nous allons tenir notre cap et repasser sous les 3% de déficit public d'ici 2027.

Nous le ferons sans augmenter les impôts.

Nous le ferons en menant une revue de dépenses ambitieuses, qui concernera tous les ministères. Des premières mesures d'économie seront annoncées fin mars, et nous y travaillerons ensemble en vue du prochain PLF.

Nous atteindrons aussi nos objectifs en renforçant encore notre lutte contre la fraude, qu'elle soit fiscale, sociale ou douanière.

*

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Grâce à ces réformes, grâce à l'activité et au travail, nous allons pouvoir continuer à réarmer nos services publics. Faire en sorte que tous les Français en soient fiers !

Je pense à notre système de santé : nous devons aller plus vite et plus fort, nous le devons à nos soignants ! C'est grâce à leur engagement sans faille que le système tient, et je veux leur rendre hommage.

Alors, je ne me paie pas de mots : je sais que les soignants comme les patients attendent des actes, et avec le Gouvernement, je suis prêt à agir.

Nous devons d'abord faire en sorte qu'il y ait plus de médecins et plus de soignants dans notre pays. C'est le sens de la suppression du numerus clausus, mesure structurante mais dont les effets ne se feront pas ressentir immédiatement.

Pour agir rapidement, nous allons régulariser les médecins étrangers sur notre territoire. C'était un engagement du Président de la République.

Nous allons permettre aux soignants, qui exercent des années, d'avoir des passerelles effectives et efficaces pour les études de médecine.

Pour agir rapidement, nous allons libérer du temps médical.

C'est pourquoi nous doublerons le nombre d'assistants médicaux.

C'est pourquoi nous allons faire payer ceux qui ne se présentent pas aux rendez-vous médicaux sans prévenir. Chaque année, ce sont 2,5 millions de consultations perdues et donc 2,5 millions de Français qui attendent plus longtemps et sont sanctionnés par le manque de civisme de certains.

Le principe sera donc désormais simple : quand on ne vient pas et qu'on ne prévient pas, on paye.

Je m'y engage également : nous allons lutter contre tous les déserts médicaux. C'est une angoisse de nos concitoyens, notamment dans la ruralité, dans les petites villes ou dans les villes moyennes.

C'est une préoccupation forte du Sénat, dont je sais combien vous vous faites le relais.

C'est une priorité d'action de mon Gouvernement.

Depuis 2017, nous déployons le service d'accès aux soins, qui permet d'améliorer l'accès à la santé. D'ici l'été, je souhaite que chaque département en soit doté. Si ce n'est pas le cas, si les réponses sont toujours insuffisantes, je n'ai pas de tabou, et des obligations de garde pour les médecins libéraux pourraient être décidées.

Enfin, je veux avoir un mot de la santé de nos jeunes, et du travail exceptionnel mené par les infirmières scolaires pour détecter, conseiller, soigner. Nous avons besoin de plus d'infirmières scolaires. Nous voulons rendre leur métier plus attractif. Aussi, nous leur verserons une prime de 800 euros en mai, et à partir de cette date, leur salaire net augmentera de 200 euros par mois.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Le réarmement de nos services publics, c'est le réarmement de notre école.

Aujourd'hui, les parents s'inquiètent du niveau scolaire et les enseignants ont le sentiment de ne plus avoir les moyens de faire progresser leurs élèves.

La réponse, c'est d'abord le choc des savoirs.

C'est faire en sorte que l'école ne soit pas un escalator, qui permettrait de passer de classes en classes, automatiquement.

C'est pourquoi nous avons redonné le pouvoir de décisions aux enseignants pour les redoublements. C'est pourquoi, nous assumons de relever le niveau du brevet.

Pour apprendre, chacun doit pouvoir aller à son rythme. C'est le sens des groupes de niveaux qui seront mis en place dès la rentrée prochaine.

Pour apprendre, les élèves ne doivent pas être distraits et obnubilés par les écrans. Les écrans sont une catastrophe éducative en puissance. Alors, nous avons banni les téléphones portables au collège ; et, conformément à l'engagement du Président de la République, nous déploierons de nouvelles mesures pour réguler l'usage des écrans à l'école et en dehors.

J'ajoute que pour apprendre, nos élèves doivent avoir des enseignants devant eux. Nous avons déjà multiplié par trois la part d'heures remplacées, mais nous n'y sommes pas encore. Nous évaluerons les effets du pacte enseignant – et nous en tirerons toutes les leçons.

Pour réarmer notre école, nous avons besoin d'élèves heureux.

C'est pour leur bien-être que nous luttons pied à pied, sans relâche, contre le harcèlement. Je sais que c'est un sujet pour lequel beaucoup se sont engagés sur ces bancs. C'est un défi qui me tient à cœur. Je suis fier d'avoir lancé une nouvelle stratégie contre le harcèlement. Fier, notamment, que ce soit désormais à l'élève harceleur de quitter l'établissement et non plus l'inverse.

C'est pour le bien-être de tous les élèves, que nous bâtissons une société inclusive, avec une école inclusive. Pour nos enfants en situation de handicap, l'Etat prendra désormais en charge les salaires des AESH sur la pause de midi. C'était une proposition de loi du Sénat, portée par le sénateur VIAL.

Nous mettons fin, ainsi, à des années de querelles entre les collectivités et l'Etat au détriment des élèves en situation de handicap et de ceux qui les aident.

Si je parle des élèves de nos écoles, je veux aussi avoir un mot pour les étudiantes et les étudiants de notre pays.

Nous continuerons à agir pour eux, pour notre enseignement supérieur, à le tourner vers des filières d'avenir pourvoyeuse de sens et d'emploi.

Nous continuerons à agir pour celles et ceux pour qui étudier demande des sacrifices et sont le plus en difficulté. Alors, nous avons maintenu les repas à 1 euro au CROUS pour les étudiants boursiers et pour les non-boursiers qui en auraient besoin.

Et nous menons une réforme des bourses, qui a déjà permis de toucher plus d'étudiants et revalorisé les bourses jusqu'à 127 euros supplémentaires par mois dans l'Hexagone et jusqu'à 157 euros en plus par mois pour les étudiants dans les Outre-mer.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs, que le réarmement de l'école sera vain, si nos valeurs ne sont pas respectées, si l'autorité n'y est pas respectée.

Comme ministre, j'étais du côté de nos professeurs. Comme chef du Gouvernement, je le reste et je le resterai.

L'autorité, c'est respecter les professeurs et nos valeurs républicaines.

C'est pouvoir enseigner tout le programme, sans exception – et avoir une échelle de sanctions adaptées pour les élèves qui ne l'accepteraient pas.

C'est veiller à ce que tous les élèves respectent nos valeurs républicaines : la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité.

C'est apprendre les paroles de la Marseillaise, doubler le nombre d'heures d'instruction civiques dès le collège.

L'autorité, c'est à l'école. C'est aussi dans la famille.

Lors des émeutes de juillet, la France a été frappée par le choc.

Elle a aussi été sidérée par la jeunesse des émeutiers. Des jeunes de moins de 15 ans, de moins de 13 ans parfois.

Des jeunes qui n'ont plus de repères, pour qui la violence est parfois devenue un passe-temps.

Ces jeunes, nous devons pouvoir prononcer des peines adaptées à leur rencontre. Aujourd'hui, il est impossible de prononcer une peine de travaux d'intérêt général en dessous de 16 ans. Alors, nous créerons les travaux d'intérêt éducatif, qui pourraient être prononcés, y compris pour les jeunes de moins de 16 ans.

Nous viendrons en appui des familles qui n'y arrivent plus. De ces mères, souvent seules, qui doivent élever plusieurs enfants et sont impuissantes face à la dérive et aux mauvaises fréquentations de certains.

Nous proposerons, sur simple demande des parents, que les jeunes à la dérive puissent être placés en internat, où nous avons 50 000 places libres.

Pour eux, c'est une chance, un cadre.

Enfin, nous devons aussi responsabiliser les parents de jeunes délinquants, qui se soustraient réellement de leur responsabilité parentale. Ils pourraient désormais être condamné à des travaux d'intérêt général.

L'autorité, c'est également dans la rue.

La délinquance mine la confiance dans le pacte républicain.

Beaucoup a été fait, grâce à des moyens inédits, mais nous devons aussi revoir notre stratégie.

Nous devons veiller à la sécurité de tous, partout sur le territoire, y compris dans notre ruralité. C'est pourquoi nous installons, 238 nouvelles brigades de gendarmerie.

Nous allons amplifier encore notre lutte contre la drogue, qui est la matrice de tous les vices. Nous continuerons notre stratégie de pilonnage des points de deal, qui montre des résultats, avec déjà un quart des points de deal supprimés.

Nous lancerons un nouveau plan de lutte contre les stupéfiants, avec notamment une mesure forte : taper les trafiquants au porte-monnaie en gelant leurs avoirs.

Nous voulons également agir contre la délinquance du quotidien. Nous aurons une attention particulière à la lutte contre les cambriolages.

Enfin, pour être efficaces, nous avons besoin d'une réponse pénale à la hauteur. Nous voulons une Justice plus rapide et plus efficace. Nous lui en donnons les moyens.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Alors que j'évoque le défi des services publics, je pense bien entendu à nos territoires d'Outre-mer.

Les Outre-mer sont une chance immense pour la France.

Ce sont aussi des terres où tous les défis semblent se concentrer.

Le défi de la vie chère, auquel nous devons répondre.

Le défi de l'emploi, alors que le chômage est plus élevé que dans l'Hexagone.

Le défi de la santé, de l'école, de la sécurité, de la lutte contre l'immigration illégale, de la transition écologique.

Alors, nous allons continuer à agir pour nos Outre-mer. Continuer à prendre des mesures concrètes pour améliorer le quotidien de nos concitoyens ultra-marins.

Nous devons notamment répondre aux singularités et aux défis de Mayotte, avec un projet de loi spécifique sur le territoire.

Enfin, il existe un lien particulier entre l'hôtel de Matignon et la Nouvelle-Calédonie. Un lien, comme un écho au dialogue, à l'espoir de paix et de construction de l'avenir. Par trois fois, la Nouvelle-Calédonie a choisi la République. Il faut maintenant que les échanges en cours et le processus politique aboutisse. J'y serai attentif, et vous examinerez dans quelques semaines un projet de loi constitutionnel sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

*

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Le troisième combat de mon Gouvernement, c'est la transition écologique.

Ces derniers mois, nous nous sommes dotés d'un plan unique au monde : la planification écologique.

Grâce à elle, nous avons une feuille de route précise, secteur par secteur :

- pour baisser nos émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 ;
- pour nous adapter aux changements inévitables pour le climat ;
- et pour restaurer notre biodiversité et préserver nos ressources.

Ces objectifs, nous y tenons ! Nous les atteindrons !

Le préalable, c'est de faire bloc. De ne pas mener la transition écologique seulement avec les uns, et contre les autres.

Nous voulons faire la transition avec le peuple et avec les élus. Sans brutalité, sans invectives, sans décroissance.

De ne pas pointer du doigt, mais au contraire de rassembler toutes celles et tous ceux qui ont conscience de la nécessité d'agir.

Nous serons toujours les porteurs d'une écologie des solutions, qui offre des alternatives et des réponses à ceux qui ont peur de la transition écologique.

Je ne prendrai qu'un exemple : les transports.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs, vous savez mieux que personne combien il est impossible de priver nos concitoyens de leurs voitures dans la ruralité, dans les petites villes, dans les villes moyennes.

Les priver de voiture, ce serait les priver de travail, les priver de loisir, les priver de vie sociale.

Alors, plutôt que les privations, nous proposons des solutions.

C'est le sens de l'offre de location de voitures électriques pour moins de 100 euros par mois. Cette offre est lancée et elle est un succès.

C'est aussi la raison pour laquelle nous développons des alternatives accessibles et pratiques à la voiture, partout où ces possibilités existent. Je pense notamment au train, aux transports en commun et au vélo. Les engagements du Président de la République d'investissements pour les services express métropolitains et pour le ferroviaire seront tenus !

Mais la clé de la réussite de notre transition écologique, c'est sa capacité à s'ancrer dans les territoires.

Les territoires ne nous ont pas attendus pour agir. Les concertations se sont intensifiées depuis quelques mois avec le lancement des COP territoriales, qui rassemblent les élus locaux à tous les échelons, territoire par territoire.

C'est ensemble, avec les élus, que nous pourrons mener les meilleurs diagnostics sur les enjeux de chaque territoire.

C'est ensemble, avec les élus, que nous pourrons bâtir des solutions adaptées.

C'est ensemble que nous pourrons disposer des financements adaptés. L'Etat sera au rendez-vous, et je souhaite que les plans locaux de financement de la transition écologique soient tous conclus pour cet été.

Enfin, c'est ensemble, que nous pourrons bâtir la résilience des territoires face au dérèglement climatique. En prononçant ces mots, je pense notamment aux victimes des inondations dans le Pas-de-Calais. C'est auprès d'eux que j'ai fait mon premier déplacement de Premier ministre. Comme je m'y étais engagé, je me rendrai bientôt à nouveau dans le Pas de Calais, auprès des victimes des inondations, pour faire le point sur la reconstruction, sur le déblocage des aides d'urgence, mais aussi préparer l'avenir.

La transition écologique, c'est aussi réussir la transition énergétique.

Là encore, je sais que ce sujet importe particulièrement au Sénat.

Notre stratégie repose sur trois piliers : la sobriété, le nucléaire et le renouvelable.

C'est grâce à cet équilibre, que nous pouvons conquérir notre indépendance énergétique, garantir des prix bas et une énergie décarbonée aux Français.

Je veux le dire ici clairement, comme je l'ai fait hier à l'Assemblée nationale : nous assumons pleinement le choix du nucléaire. Nous le soutenons. Nous développons de nouveaux programmes. Et 2024 sera une grande année pour le nucléaire français, avec la mise en service de l'EPR de Flamanville.

Enfin, mener le combat de l'écologie à la française, c'est aussi poursuivre notre réarmement agricole. Protéger notre exception agricole française : c'est mon engagement.

C'est le combat du Gouvernement depuis 2017, avec les plans de filière, les lois EGALIM, l'assurance récolte et le Varenne de l'eau.

Ce sont les positions de la France au niveau européen, pour protéger nos agriculteurs et se battre pour des mesures et des clauses miroirs.

Aider nos agriculteurs à produire plus, en les libérant des démarches administratives qui les éloignent de leurs bêtes et de leurs champs.

Les aider à produire plus, car c'est la clé de notre indépendance alimentaire.

Nous devons aussi continuer à la protéger :

- que ce soit contre les crises, et nous le faisons systématiquement depuis 7 ans ;
- ou bien contre la concurrence déloyale, de ceux qui n'ont pas les mêmes standards que nous – et dont les produits arrivent pourtant en France.

La crise de ces dernières semaines vient de très loin. La situation ne se règlera pas tout de suite : ce serait un mensonge que de le dire. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que nous sommes déterminés à changer les choses, avec nos agriculteurs.

Dès la semaine dernière, j'ai apporté des réponses rapides :

- pour une juste rémunération des agriculteurs, avec un renforcement des contrôles ;
- pour la simplification, avec 10 normes très concrètes qui seront simplifiées dans les prochains jours. Partout en France, au niveau local, j'ai demandé aux préfets de chercher avec les agriculteurs, les normes à simplifier ou supprimer ;
- des réponses rapides pour la trésorerie des exploitants, avec l'annulation de la hausse de la taxe sur le GNR agricole et avec l'engagement que les aides de la PAC arrivent avant le 15 mars ;
- des réponses rapides face aux crises enfin, avec l'ouverture lundi prochain du guichet de prise en charge du fonds vétérinaire pour la MHE ou encore avec le doublement du Fonds d'urgence pour la Bretagne.

Évidemment, il reste à faire et, avec mon Gouvernement, nous sommes pleinement mobilisés.

Sur cinq sujets, nous avons avancé ces derniers jours avec les agriculteurs et leurs représentants.

Protéger davantage les éleveurs, avec le renforcement du dispositif fiscal qui leur permet de faire face à l'inflation, notamment sur le prix de leurs bêtes.

Veiller à ce que chacun gagne une rémunération juste et digne, ensuite. Et je veux prendre l'engagement que les amendes prises en faisant appliquer la loi EGALIM bénéficieront aux agriculteurs.

Protéger nos viticulteurs, ensuite. Notre viticulture est un des symboles de la France, et pourtant elle souffre. Nous devons accompagner nos viticulteurs. Avant la fin de la

semaine, un fonds d'urgence pour la viticulture, à hauteur de 80 millions d'euros, sera mis en place. Il permettra de soutenir nos viticulteurs, notamment en Occitanie. Mes échanges avec les agriculteurs sont permanents depuis 10 jours. Nous travaillons à des mesures structurelles, que nous aurons l'occasion de présenter très prochainement.

Garantir une concurrence équitable, en renforçant les contrôles sur les produits. Les choses sont simples : un produit qui entre en France doit avoir les mêmes standards de qualité qu'un produit cultivé en France. Sinon, cela s'appelle de la concurrence déloyale – et nous sommes déterminés à la combattre.

Enfin, nous agissons au niveau européen.

Nous nous sommes fixé trois priorités : les importations ukrainiennes, les négociations MERCOSUR et les jachères.

Le Président de la République est mobilisé sur chacun de ces sujets.

Dès ce matin, un paquet de mesures a été adopté par la Commission.

Qu'il s'agisse de la dérogation sur les jachères ou de la mise en place de mécanismes de sauvegarde sur les importations ukrainiennes, notamment sur les volailles, les œufs et le sucre : les choses avancent et nous nous battons !

Enfin, s'agissant du MERCOSUR, la position de la France est claire : le compte n'y est pas et les conditions ne sont pas réunies pour sa conclusion.

J'ajoute que j'aurai un principe clair : appliquer le droit européen, mais rien de plus. Je prendrai des mesures pour éviter toute surtransposition.

Ce n'est évidemment pas tout. Nous sommes prêts à aller plus loin encore, car sauver l'agriculture est un impératif pour l'âme et l'identité de la France.

*

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Je vous parle de souveraineté, je veux aussi dire que je veillerai au respect de notre souveraineté nationale.

Une souveraineté nationale, portée par des Armées remarquables, dont nous aurons doublé le budget en deux quinquennats. Ce sont des moyens sans précédents, comme le prévoit la loi de programmation militaire. Nous respecterons nos engagements, et je tiens ici, avec vous, à rendre hommage à tous nos militaires, qui défendent et protègent la France et nos valeurs.

Je veux aussi m'incliner avec respect devant la mémoire de ceux qui sont tombés en servant notre pays.

Notre souveraineté nationale, c'est aussi le respect de nos frontières.

Hier, j'ai posé un principe : accueillir moins pour accueillir mieux.

Je m'y tiens.

Grâce à la loi immigration, nous avons renforcé notre droit.

Grâce au pacte asile-immigration, décidé au niveau européen, nous sommes enfin en capacité de décider qui entre dans Schengen ou non.

Et grâce à une réforme réglementaire : sur le fondement des recommandations du rapport STEFANINI – EVIN, nous serons rapidement en mesure de répondre aux attentes des Français sur l'AME.

Enfin, notre souveraineté nationale, c'est encore notre souveraineté européenne.

Nous entrons dans une année cruciale pour l'Europe. Une année où il faudra dire stop ou encore. Une année où il faudra choisir entre la faiblesse de l'isolement et la force du collectif.

Depuis 2017, l'Europe s'est prise en main.

Elle est devenue plus forte, plus politique.

Elle apporte des améliorations concrètes à la vie de nos concitoyens. Je pense aux vaccins contre le Covid, aux moyens du plan de relance, au soutien à notre industrie.

Elle nous permet également, d'aborder certains grands défis avec plus de force et de puissance. Je pense à la lutte contre le dérèglement climatique ou encore aux avancées que nous avons obtenues face aux géants du numérique.

*

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Assumer notre souveraineté, c'est aussi défendre résolument nos valeurs et chercher, toujours, de nouveaux progrès.

Nos valeurs, c'est notre exception culturelle.

Notre patrimoine est le symbole de notre Histoire, nous devons le préserver et le mettre en avant.

Notre création fait notre rayonnement et notre fierté, nous devons la soutenir.

Nous devons la rendre plus accessibles à tous, notamment dans la ruralité – et de premières initiatives ont été lancées par le Gouvernement, ces derniers jours.

Nos valeurs, c'est l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est le sens du futur congé de naissance, mieux rémunéré et que les parents se répartiront – alors que le congé parental, lui, éloignait durablement les femmes de l'emploi.

Nos valeurs, c'est affirmer le droit des femmes à disposer de leurs corps.

Hier, dans un vote qui a dépassé les clivages, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi constitutionnel pour inscrire la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution.

Alors que les droits des femmes sont toujours les premiers remis en cause, je suis intimement convaincu qu'inscrire cette liberté dans la Constitution est une protection essentielle, nécessaire.

Vous avez déjà réussi à travailler ensemble, Assemblée nationale et Sénat, autour d'une rédaction commune. Je suis sûr, que vous y parviendrez à nouveau.

Enfin, nos valeurs, c'est permettre à chacun de mourir dans la dignité.

La fin de vie relève de l'intime. C'est une question qui renvoie à sa propre histoire, à ses propres convictions, à ce que l'on a vécu et ce que l'on a vu.

Aujourd'hui, le constat des malades, des familles et des Français est pressant : nous devons entendre leur appel et y répondre. Avec vous, avec gravité, prudence et dans le respect des convictions de chacun, nous le ferons. D'une part, nous déploierons plus d'unité de soins palliatifs – une par département, au moins. D'autre part, nous examinerons avant l'été, un projet de loi sur l'aide active à mourir.

*

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Pour chacune de nos politiques publiques, sans exception, nous agissons main dans la main avec les élus locaux, à l'écoute de leurs préoccupations, de leurs alertes et de leurs attentes.

Elu local, c'est un mandat que je connais bien, pour avoir l'honneur de l'exercer depuis 10 ans, dans ma ville de Vanves.

Élu local, c'est le plus beau des engagements. C'est se battre pour des projets, les bâtir et les voir grandir.

C'est se battre pour ces concitoyens et prendre des décisions concrètes, qui changent réellement le quotidien.

C'est se battre pour un territoire, une parcelle de notre pays, qui détient une part de son histoire et de son identité.

Être élu local, c'est répondre à nos concitoyens tous les jours, sans exception.

C'est agir pour eux, croire en eux, être prêt à déplacer les montagnes pour eux, tous les jours sans exception.

Avec vous, je veux rendre hommage à tous les élus locaux de France. Les remercier.

Leur dire ma gratitude, ma confiance et celle de mon Gouvernement.

Leur dire ma détermination, aussi, et celle de mon Gouvernement, à construire l'avenir avec eux et à leur faciliter leur vie, leur mandat, leur mission.

Nous sommes prêts à avancer ensemble. Prêts à accélérer avec les territoires qui le souhaitent, sur les sujets qu'ils désirent. Prêts à expérimenter, différencier et adapter nos règles.

Mais pour réussir, il faut que les choses soient claires. Je sais que les élus locaux et vous avec, demandent des clarifications : sur les compétences, sur le statut des élus, sur le financement des collectivités.

Reconnaissons-le : les compétences des uns et des autres sont un véritable casse-tête, elles s'enchevêtrent.

C'est inefficace pour notre action publique.

C'est dangereux démocratiquement, car beaucoup nos concitoyens ne savent plus vers qui se tourner, ne savent plus qui est responsable de quoi et se retrouvent perdus, déçus et sans réponse. C'est le cocktail parfait pour nourrir la défiance et la colère. Autant dire le cocktail parfait pour faire le lit des populistes.

Alors, là aussi, la France a besoin d'une simplification forte.

C'est tout l'enjeu de la mission confiée au député Éric WOERTH par le Président de la République sur la clarification des compétences des collectivités, qui rendra ses premières conclusions au printemps.

Notre objectif est simple : dépasser les débats stériles sur l'échelon à conserver ou supprimer, et nous concentrer sur les moyens d'améliorer vraiment l'action publique locale.

La règle doit être simple : pour une compétence, il faut un responsable, un financement. Et je souhaite qu'une loi, construite avec les associations d'élus, soit présentée avant la fin de l'année 2024, pour tirer les conséquences des conclusions de la mission WOERTH.

Dès maintenant, l'Etat prend sa part dans cet effort de simplification :

- d'une part, nous simplifierons drastiquement les normes applicables aux collectivités, pour redonner du pouvoir d'agir aux élus locaux. Cela passera notamment par une réforme du droit de dérogation. Nous voulons casser les carcans qui brident les initiatives des élus locaux ;
- d'autre part, je veux réaffirmer un principe simple : le préfet doit avoir autorité sur les opérateurs de son département pour mieux coordonner leur action.

Sur tous ces sujets, je souhaite des résultats dans les six mois. J'y veillerai en lien étroit avec les préfets.

Permettre aux élus d'accomplir pleinement leur mission, c'est aussi leur donner les marges de manœuvre dont ils ont besoin.

Nous avons beaucoup fait, notamment du point de vue financier. Nous avons tenu tous nos engagements vis-à-vis des collectivités, et dans les deux derniers PLF, pour la première fois depuis 13 ans, la DGF a augmenté. Il ne s'agit pas d'une hausse en

trompe l'œil, qui ne concernerait que quelques-uns : l'année dernière, pour la quasi-totalité des communes, la DGF est restée stable ou a augmenté.

Nous devons maintenant aller plus loin.

C'est pourquoi, je vous l'annonce, les préfets auront une vision pluriannuelle jusqu'en 2027 des dotations d'investissements, pour mieux accompagner les collectivités et leur donner de la visibilité.

C'est pourquoi mon Gouvernement veillera toujours à ce que la lutte nécessaire contre le dérèglement climatique ne soit pas un frein au développement des territoires. Je pense notamment à la question du ZAN, et je salue tout le travail que vous avez mené, l'année dernière, pour l'assouplir.

Permettre aux élus d'accomplir pleinement leur mission, c'est aussi les protéger.

Partout, les élus sont confrontés à des situations difficiles, et partout, ils répondent présents.

Tous me parlent de leur passion pour leur mandat.

Mais beaucoup abordent aussi leur découragement face à l'explosion des incivilités, des menaces, des attaques.

Nos élus sont en première ligne face à une société qui se brutalise et ils en sont parmi les premières victimes : insultes, menaces de morts, freins d'une voiture coupés, domicile vandalisé, et parfois même, familles attaquées.

Je le dis clairement : qui attaque un élu, attaque la République, attaque notre modèle démocratique, attaque les fondements même de notre société.

Toujours, la République devra la protection à ses élus. Et avec le Président de la République et l'ensemble de mon Gouvernement, nous serons toujours à leurs côtés. Nous allons, par exemple, renforcer notre droit et alourdir les peines prévues contre ceux qui attaquent nos élus.

Et quand ces violences, s'ajoutent aux lourdeurs du mandat, à l'addition des normes qui contraignent de plus en plus votre action : parfois, malheureusement, certains baissent les bras.

Alors, nous devons faire plus et faire mieux pour soutenir nos élus dans leur engagement.

Je veux mettre en place un véritable statut de l'élu local permettant aux élus d'être enfin mieux protégés, mieux indemnisés, mieux valorisés. Je m'appuierai pour cela sur les travaux de la Sénatrice Françoise GATEL, et des députés Violette SPILLEBOUT et Sébastien JUMEL. Faciliter l'engagement, faciliter les conditions d'exercice des mandats, faciliter les reconversions après la vie d'élu : sur tous ces sujets, nous pouvons avancer ensemble, unis, et trouver des accords au-delà des clivages partisans.

Protéger nos élus n'attend pas. Je souhaite que nous avancions vite et que des propositions puissent aboutir d'ici la fin du trimestre.

Enfin, je souhaite améliorer, toujours, notre vie démocratique locale.

Aussi, comme l'a annoncé le Président de la République, nous réformerons le mode de scrutin à Paris, Lyon et Marseille.

Nous adopterons un principe simple : un habitant, une voix, chaque électeur doit pouvoir élire son maire plus directement.

Un texte sera présenté d'ici la fin de l'année.

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Cette feuille de route a été construite pour répondre aux préoccupations de tous les élus, à leur contact et à leur écoute. Mais elle ne marchera pas si on la met en œuvre depuis Paris.

Je continuerai à aller sur le terrain, sans relâche, pour échanger nos élus locaux – car parler aux élus locaux, c'est prendre le pouls du pays.

Je continuerai à agir, en lien étroit avec les associations d'élus, dans le respect et l'écoute. Elles sont déterminantes pour trouver des solutions.

Je continuerai, bien sûr, à agir avec le Sénat, car vous faites entendre la voix des territoires.

*

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Je viens de vous faire part du cap que suivra mon Gouvernement.

Mon ambition, autour du projet du Président de la République, vous la connaissez : bâtir notre souveraineté, restaurer la fierté française, avoir pleinement le contrôle de nos vies et notre destin en main.

Cette ambition, je la porterai avec toutes les femmes et les hommes de bonne volonté, prêts à agir pour notre pays.

Je la porterai avec nos élus locaux, engagés pour leurs territoires et déterminés à les défendre.

Je la porterai avec les Français, en les écoutant toujours, en parlant franchement et en agissant résolument.

Je la porterai en Européen, résolu à construire une puissance européenne, capable de répondre aux crises et d'agir au plus près de nos concitoyens.

Cet après-midi, dans ce Sénat, « *grand conseil des communes de France* » de Gambetta.

Dans ce Sénat profondément républicain, profondément attaché à nos territoires et entièrement tourné vers l'avenir, j'ai confiance.

J'ai confiance, car je sais que nous avons l'amour de la France en commun et la volonté d'agir en partage.

J'ai confiance, car on sait ici dépasser les clivages pour agir ensemble au service des Français et de l'intérêt général.

De grands défis nous attendent. Ensemble, je vous propose de les relever et de faire briller la fierté française.

Je vous remercie.